

La Bolivie a été victime du néo-putschisme, assure le porte-parole présidentiel



La Paz, 26 mars (RHC) Le néo-putschisme a d'autres façons d'affecter les institutions constitutionnelles et la Bolivie a été victime de l'une d'entre elles en novembre 2019, a affirmé le porte-parole présidentiel, Jorge Richter.

Ce ne sont plus les anciennes formes de coup d'État avec des chars sur la place Murillo ou avec des militaires arrêtant les leaders politiques, les assassinant, a expliqué l'autorité dans une vidéo postée dans son profil sur le réseau social Facebook.

Les changements de gouvernement en ce moment sont subtils et déguisés jusqu'à construire des associations qui cherchent à mettre en place une réglementation légale pour confondre et mettre en œuvre d'autres éléments, a-t-il ajouté.

Les actions de fin 2019, sous prétexte de reprise de la démocratie, ont cherché fondamentalement à modifier l'État ou à ramener dans une logique régressive les formes libérales, mais fondamentalement donner le pouvoir aux secteurs très liés à la vieille oligarchie économique, a-t-il expliqué.

Le porte-parole a souligné 10 faits enchaînés les uns avec les autres qui permettent d'observer clairement comment les événements en Bolivie n'étaient ni fortuits, ni le produit des mobilisations mais qu'ils s'inscrivaient dans un scénario et conçus pour être mis en œuvre.

Le premier, a-t-il expliqué, concerne les dits conseils populaires installés en octobre 2019 après les élections nationales, où le message de fraude a commencé à croître et ils lançaient des appels à la désobéissance civile.

Le second a eu lieu le 20 octobre, 'au moment même des élections' avec la première conférence de presse de l'Organisation des États Américains mettant en cause le système électoral et son système de comptage rapide des voix.

Une autre étape du putsch a été le 24 novembre 2019 avec l'adoption de la loi de convocation d'élections comme solution politique et espace de transition, une architecture juridique qui permettrait d'aller vers le calendrier électoral, a-t-il rappelé.

Dans le quatrième jalon, il a placé la mutinerie policière et la décision des forces armées de demander la démission du président Evo Morales de l'époque, tout en observant la candidature de la sénatrice Jeanine Áñez à la plus haute charge du pays, ce qui a transformé le processus de transition en un projet politique.

Richter a qualifié l'investiture d'Áñez comme présidente intérimaire d'illégale car les conditions légales n'ont pas été remplies et a il réprouvé le document émis par la Cour constitutionnelle (TC) qui aurait avalisé la magistrature.

La Bolivie tente de faire la lumière sur les responsables des massacres pendant les conflits sociaux à Sacaba (Cochabamba) et Senkata (El Alto, La Paz) de novembre 2019. C'est pourquoi le parquet a ouvert en novembre dernier l'affaire du coup d'État et, depuis le 17 mars, il a incarcéré l'ex-présidente à titre préventif pour six mois.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/251992-la-bolivie-a-ete-victime-du-neo-putschisme-assure-le-porte-parole-presidentiel>



Radio Habana Cuba